

Unia secrétariat central
Secteur Industrie
Weltpoststrasse 20
CH-3000 Berne 15
T +41 31 350 21 11
mem@unia.ch
<http://www.unia.ch>



**Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.**

Corrado Pardini
Conseiller national, membre du comité directeur d'Unia

(seul le texte prononcé fait foi)

Conférence de presse : 14 février 2018

Libre circulation des personnes et partenariat social dans l'industrie MEM

Bonjour Mesdames et Messieurs,

Dans quelques jours, Monsieur Hess et moi serons assis l'un en face de l'autre, chacun défendant poliment mais fermement sa cause. Nous devons négocier une nouvelle convention collective de travail de l'industrie MEM. Et c'est rarement une partie de plaisir.

Aujourd'hui pourtant, nous sommes ensemble devant vous, car nous portons une responsabilité qui va bien au-delà de la prochaine CCT. Il nous incombe d'empêcher qu'à l'avenir, les personnes vivant dans ce pays se voient voler leur avenir. En effet, le parti monothématique qu'est l'UDC vise à rompre nos bonnes relations avec nos voisins, pour isoler la Suisse. Exit la libre circulation des personnes. Exit les accords bilatéraux.

Les Anglais en découvrent aujourd'hui les retombées pour la jeunesse, pour tout le pays en fait. Même les hauts responsables de Teresa May prévoient, en raison du Brexit, une contraction économique de l'ordre de 8%. Et au-delà de ce chiffre abstrait, il y aura des millions de personnes supplémentaires au chômage, sans abri et désespérées.

Les auteurs de l'initiative de résiliation le savent évidemment. L'enjeu pour eux, ce n'est pas l'UE et les étrangers. Leur initiative est une attaque frontale contre les salaires, contre le travail, la prospérité et la paix sociale. Les étrangers ne dérangent d'ailleurs pas tant que ça les dirigeants de l'UDC. Ils préféreraient seulement en avoir d'autres, comme l'écrivait dans la *NZZ* un des pères de l'initiative: des ingénieurs japonais ou des managers américains. Et sans doute aussi des développeurs de logiciels indiens, ou des laborantins coréens. Car ces gens coûtent moins cher et sont très dociles.

Vous ne me croyez pas? La patronne d'EMS Chemie Martullo-Blocher, que l'on craint entre-temps jusque dans son propre parti, ne mâche pas ses mots. Elle s'est récemment emportée contre les CCT. Elle déplore qu'en Suisse, 50% des travailleuses et travailleurs soient protégés par une CCT. Elle veut abroger les CCT déclarées de force obligatoire, démanteler les contrôles salariaux et les mesures d'accompagnement – et les syndicats naturellement. Au lieu du partenariat social, elle prône des salaires de misère, du dumping, du travail 24h/24 et une main-d'œuvre dépourvue de toute protection. Avec des contingents bureaucratiques qui nous ramèneraient à la Suisse des baraques en bois.

De tels propos ont beau être aberrants, Magdalena Martullo-Blocher et ses amis milliardaires donnent le ton à l'UDC. Le fait que nous, les syndicats, soyons leur bête noire confirme que

nous avons raison. Nous prôtons des salaires corrects, la sécurité sociale et une AVS forte, une bonne formation et de réelles chances dans la vie. Une Suisse sans discriminations ni barricades.

Nous représentons tout ce que l'élite de l'UDC déteste. Car plus les gens vont mal dans le pays, mieux elle se porte. Quand nous obtenons une CCT avec des salaires minimums, l'UDC devient fiévreuse. En cas d'accord sur la formation continue ou la politique industrielle, elle en fait une pneumonie. Et quand des contrôles salariaux renforcés entrent en vigueur dans toutes les professions et les régions, l'UDC tombe dans le coma.

Vous le voyez, mesdames et messieurs : il n'allait pas de soi pour nous, les syndicats, de défendre la libre circulation des personnes. À titre personnel, j'y vois certes un droit humain et un dispositif qui a fait ses preuves. Mais dans les années 1990, nous n'avons accepté la libre circulation des personnes que parce qu'elle était liée à la promesse des employeurs et du monde politique de protéger les travailleuses et travailleurs en Suisse par des mesures d'accompagnement. Ces mesures sont un gage de paix sociale, elles permettent à tout le monde de participer aux gains de productivité et protègent les entreprises correctes.

Nous nous disputons régulièrement avec les employeurs. Car selon nous, il faudrait encore améliorer les mesures d'accompagnement. Par contre, nous sommes bien d'accord sur l'importance de la libre circulation des personnes et des accords bilatéraux.

Au cours des dix ans qui ont suivi l'introduction de la libre circulation des personnes, la croissance économique a été en moyenne plus élevée que les dix années précédentes. Une étude du KOF montre que durant les crises de 2003 et 2009, la libre circulation des personnes nous a épargné une grave récession. Globalement, plus d'emplois ont été créés. L'immigration a d'ailleurs évolué au rythme des besoins des entreprises, et de la conjoncture: on le voit au fait qu'aujourd'hui, la Suisse attire moins de migrants européens. Sans la libre circulation des personnes, l'immigration n'aurait d'ailleurs été que 20% moins élevée. Et ne l'oublions pas: la main-d'œuvre étrangère finance nos assurances sociales.

Or ce genre de choses n'intéresse pas le président de l'UDC Albert Rösti, l'homme ayant la plus forte consommation de CO₂ de Suisse. Il songe à élever des murs partout. Il accuse la libre circulation des personnes de favoriser le dumping salarial ou la discrimination de la main-d'œuvre âgée. Alors qu'en dehors des mesures d'accompagnement, aucune loi ou ordonnance ne veille à ce que des salaires suisses soient versés pour tout travail effectué en Suisse. En leur absence, donc sans libre circulation des personnes, les salaires auraient depuis longtemps reculé au niveau allemand, comme en rêve Madame Martullo-Blocher.

On touche ici à un point névralgique, soit au lien entre libre circulation des personnes et partenariat social. La libre circulation des personnes crée des emplois et de la prospérité. A condition que l'État veille à ce qu'il n'y ait pas d'abus. Or sans partenariat social, les jours de la libre circulation des personnes sont comptés. Car le monde politique ne joue qu'un rôle subsidiaire sur des questions sociétales centrales, comme la lutte contre le dumping salarial ou la discrimination de la main-d'œuvre âgée. C'est au partenariat social à régler ces problèmes, dans le cadre d'accords contractuels entre employeurs et syndicat.

Nous, au sein d'Unia, nous pensons qu'un véritable partenariat social doit reposer sur deux piliers. Sur les CCT, d'abord. Et ensuite sur des accords de politique économique et sociale. Nos intérêts se rejoignent sur beaucoup de points – sur la formation et le perfectionnement en particulier. Tant les entreprises que le syndicat ont un intérêt vital à ce que la main-d'œuvre soit bien formée pour la révolution industrielle qui se prépare.

L'initiative de résiliation de l'UDC a le mérite de révéler enfin les véritables intentions du parti politique jusqu'ici le plus fort du pays. Il aspire au démantèlement salarial et social complet. Il sera facile de contrecarrer de tels projets, et c'est pourquoi nous sommes ensemble devant vous.